

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1F

L'Humanité Rouge
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N°138
JEUDI 9 MARS 1972

Aux obsèques de l'ouvrier P. Overney

LE PEUPLE DEBOUT CONTRE LE FASCISME !

Le 4 mars 1972 restera une grande date dans l'histoire des luttes du peuple de France. Par centaines de milliers, travailleurs français, immigrés — parmi lesquels on remarquait la banderole du comité de grève de Girosteel — jeunes, anciens, intellectuels, ont rendu hommage à Pierre Overney. Le peuple de Paris, immense fleuve humain, a montré qu'il considérait Pierre Overney comme son fils. Il a montré qu'on ne tue pas impunément, que des milliers et des milliers de voix étaient prêtes à crier leur haine du fascisme, qu'une muraille humaine se dressait contre le danger fasciste. Le 4 mars 1972 restera comme un symbole de la lutte anti-fasciste.

« LE FASCISME NE PASSERA PAS ! », ce mot d'ordre lancé par la grande voix du cortège, et s'installant sur une des banderoles des marxistes-léninistes, exprimait la détermination des masses à abattre la bête fasciste.

Une volonté et une certitude se dégagent du cri lancé de la place Clichy au Père-Lachaise : « PIERRE OVERNEY SERA VENGE ! ».

Nombreux sont ceux qui, le 4 mars, ont compris, certains pour la première fois, que la bourgeoisie avait une dette de sang à payer au peuple de France et que cette vengeance sera l'œuvre du peuple lui-même.

Le 4 mars 1972 restera aussi comme une des premières grandes défaites du révisionnisme en France. Par milliers et milliers, des travailleurs ont rejeté les calomnies de Marchais et de ses semblables.

En ce 4 mars, les dirigeants révisionnistes ont dû se sentir bien seuls, préfiguration de l'avenir inévitable qui les attend. Le 4 mars, la classe ouvrière dans sa masse était du côté de Pierre Overney. « MARCHAIS MENTEUR, COMPLICE DES TUEURS ! », ces mots suivront désormais Marchais comme la marque ineffaçable de son infamie.

Le 4 mars, de nombreux yeux se sont ouverts sur la trahison révisionniste. Le fleuve s'est mis en marche, plus rien désormais ne pourra l'arrêter. Face à ceux qui voudraient que Pierre Overney soit tué une seconde fois, nous affirmons : « PIERRE OVERNEY N'EST PAS MORT POUR RIEN ! ». Le 4 mars, de nombreux combattants révolutionnaires sont nés.

Pierre Overney désormais repose aux côtés des combattants de la Commune, de Fabien et de tant d'autres fils du peuple de France. Là était sa place car son idéal était aussi le leur. Par delà la mort, son combat continue, le combat des exploités jusqu'au triomphe de la révolution prolétarienne.

« LA TERRE, TON LIT DE PARADE,
UN TERTRE SANS FLEURS ET SANS CROIX
TA SEULE ORAISON, CAMARADE :
VENGEANCE, VENGEANCE POUR TOI,
POUR TOI ! »

(« Le chant des survivants »)



La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

SUBSCRIPTION PERMANENTE

	Francs
J.P.T.	500
Un vendeur téléphonique H.R. vaincra	5
Un cheminot	4
Des lycéens	50
Un marxiste-léniniste vietnamien pour combattre les mensonges de l'Huma-blanche	250
Admirateurs d'Engels	5
Un travailleur immigré (P.E.)	4
Une lycéenne	1
Chartole (en souvenir de Staline)	10
Une étudiante révolutionnaire	5
Vive le Marxisme-Léninisme - Un ancien des Brigades internationales	5
M.D., cheminot homme d'équipe - E.X., H.R. vaincra	10
Une retraitée Michelin - H.R. vaincra	5
Ramon - Soutien à H.R.	10
S. J.-P. - Vive la classe ouvrière	4,50
Un vieux communiste pour protester contre l'assassinat de chez Renault	15
Un paysan marxiste-léniniste	8
Comité « la longue marche »	10
Une élève infirmière	2
Un artisan	1
Un ouvrier du bâtiment	10
Un étudiant	30
Un abonné pour la défense de l'H.R.	20
P.B. - Soutien à H.R.	3
Une boulangère	8
Cercle Ouandlé (1 ^{er} versement de mars)	50
G.T.	50
Anonyme	5
Léon	3,50
Une mère de famille	10
Un étudiant	3
R.G.	3
Cercle Cdt-Bourget (versement mensuel)	50
Des anciens résistants (versement mars)	25
Cercle Staline	54,60
Les amis de l'A.	2,70
Cercle Oulianov (souscription permanente)	70
Cercle Staline	32
Pour que H.R. poursuive son combat idéologique et politique - Un couple d'enseignants sympathisants	20
Pour le juste combat de H.R., politique et idéologique	3 500
Sur un abonnement de soutien - A.	20
Total de la semaine	4 874,30
Total précédent	166 887,48
Total général déjà utilisé	171 761,78

Camarades, lecteurs, amis, sympathisants, Le pouvoir par son administration postale, tente une fois encore de porter un coup à la liberté de la presse. Le tarif postal pour l'expédition de journaux vient en effet de doubler (les envois qui étaient à 0,07 F pour 100 g sont passés à 0,15 F pour 100 grammes). C'est donc pour nous une nouvelle charge, s'ajoutant à la hausse régulière de tout ce qui entre dans la composition technique du journal — le prix du papier a augmenté dernièrement de plus de 3 % et ainsi de suite. Il nous faut donc à nouveau reconsidérer la nouvelle situation ainsi créée, et prendre des mesures qui s'imposent. Nous devons continuer à paraître régulièrement, c'est un impératif pour la défense des intérêts de la classe ouvrière à l'heure où le capitalisme, et son valet le révisionnisme, court à son effondrement total. Il est donc impératif que chaque camarade, chaque sympathisant, chaque lecteur de notre Humanité Rouge

fasse un nouvel effort pour soutenir financièrement notre presse. Que chaque camarade, lecteur, ami, sympathisant diffuse plus largement notre presse et prenne toujours plus fermement en main la tâche de la souscription permanente à H.R. Il est aussi très important et urgent que chacun puisse nous envoyer ses échecs et ses réalisations sur le plan de l'aide financière à la presse marxiste-léniniste. Camarades, amis, lecteurs, c'est tous ensemble que nous devons vaincre, c'est nous tous qui devons prendre en main ce nouveau fardeau, c'est tous ensemble qu'à nouveau nous vaincrons! Répondez-nous rapidement pour nous exposer vos idées et réalisations sur ce point précis, afin de populariser les meilleurs résultats obtenus par nos camarades, amis, sympathisants. C'est une nouvelle bataille qui s'engage, il nous faut la gagner. **L'Humanité Rouge vaincra!**

LA GRANDE FAIBLESSE DE LA CLIQUE MARCHAIS

Depuis quelques semaines, divers échos venant de toute la France et des rangs mêmes du parti révisionniste nous permettent d'affirmer que la clique du dorlotiste Marchais a arrêté à notre égard une « nouvelle » tactique : l'intimidation et la liquidation physique. Nous avons rapporté la semaine dernière l'agression révisionniste contre nos militants à Ivry. « Nouvelle » tactique ? Pas du tout ! Dès 1963, date de la reprise en main par les militants fidèles à Marx, Engels, Lénine et Staline du drapeau de la révolution prolétarienne c'est avec une rage toute policière que les dirigeants contre-révolutionnaires geants contre-révolutionnaires du P.C.F. multipliaient les kommandos, les menaces, les dénonciations à la police, etc. Lors même de la fondation du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, ils allèrent jusqu'à attaquer le congrès constitutif et à blesser un délégué. Ces agressions perpétrées par des nervis n'avaient rien à voir avec le communisme, c'était le reflet de la grande peur des dirigeants révisionnistes : elles n'aboutirent qu'à renforcer la détermination des authentiques marxistes-léninistes et à gonfler leurs rangs. Par la suite, après l'interdiction du PCMLF par le pouvoir gaulliste, les dirigeants révisionnistes placèrent l'essentiel de leurs espoirs dans une tactique qu'ils

n'avaient jamais négligé et qu'ils ne négligent encore pas, l'infiltration d'agents et la création d'officines de diversion, pour désintégrer l'organisation du prolétariat révolutionnaire. Ils allèrent, tant ils étaient sûrs de leur réussite, jusqu'à annoncer notre disparition pour décembre 1970. Erreur, grave erreur ! Le marxisme-léninisme est vivant et bien vivant dans notre pays ! Aujourd'hui ils veulent renouer avec les méthodes les plus violentes à notre égard : quel discrédit accru ils se préparent ! Aucun militant honnête, encore adhérent du P.C.F. ne peut admettre de telles méthodes : qu'ils y songent ! Le développement de l'esprit révolutionnaire prolétarien dans la classe ouvrière de notre pays, le développement des forces et de l'influence marxistes-léninistes est une loi objective indépendante de la volonté de M. Marchais pas plus que de celle de M. Marcellin. Que les diffuseurs de « L'Humanité Rouge » ne se laissent pas impressionner par les menaces et les agressions révisionnistes ! Elles sont la preuve de la faiblesse de la clique du dorlotiste Marchais, la preuve des contradictions insurmontables qui s'approfondissent entre les militants honnêtes et les traîtres à la classe ouvrière qui dirigent le parti révisionniste.

Un important communiqué commun des partis marxistes-léninistes d'Espagne et d'Italie

Récemment, se sont rencontrées les délégations du Comité Central du Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) et du Comité Central du Parti Communiste (marxiste-léniniste) d'Italie. Elles ont examiné la situation générale, les problèmes relatifs à l'unité du mouvement marxiste-léniniste et d'autres problèmes d'intérêt commun. Le communiqué publié à l'issue de la rencontre souligne l'entière unité de vues sur toutes les questions envisagées. Les deux partis estiment que le mouvement révolutionnaire mondial, les luttes des marxistes-léninistes avancent de façon impétueuse tandis que le capitalisme, l'impérialisme, avec à sa tête l'impérialisme américain et le social-impérialisme de la clique dirigeante révisionniste soviétique sont aux prises avec une crise toujours plus aiguë, pressés et isolés par la lutte des peuples. Le Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) appuie la lutte du Parti Communiste (marxiste-léniniste) d'Italie dans sa fonction d'avant-garde consciente et organisée de la classe ouvrière et des masses populaires italiennes. Le Parti Communiste (marxiste-léniniste) d'Italie soutient la juste lutte du Parti frère d'Espagne contre la dictature yankee-franquiste, contre la manœuvre visant à la restauration de la monarchie bourgeoise derrière laquelle on prétend dissimuler le caractère fasciste du régime espagnol. Le communiqué commun souligne avec force :

« Les deux partis frères réaffirment résolument le principe selon lequel pour mener jusqu'au bout la lutte contre l'impérialisme, il faut dans le même temps combattre fermement le révisionnisme moderne et démasquer toutes ses manœuvres tendant, à des fins démagogiques, à cacher la ligne de démarcation entre les marxistes-léninistes d'une part et les révisionnistes et les opportunistes de tout acabit d'autre part. C'est pourquoi la lutte contre le révisionnisme, quelle que soit la forme qu'il puisse revêtir, est le devoir de tous les marxistes-léninistes authentiques. La lutte contre le révisionnisme doit être menée sur le plan national tout comme sur le plan international. Dans cette lutte idéologique il ne doit pas y avoir de compromis sous le prétexte des divergences entre les diverses cliques révisionnistes : cette lutte doit être menée jusqu'au bout. » Le communiqué commun déclare en outre que les Partis Communistes marxistes-léninistes d'Italie et d'Espagne expriment leur solidarité militante aux partis et aux peuples frères qui luttent pour la libération et l'indépendance nationale, pour l'instauration de la dictature du prolétariat. Ils réaffirment la volonté de resserrer toujours plus l'unité des marxistes-léninistes, des révolutionnaires du monde entier contre l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction, pour la victoire du socialisme, pour le communisme.

Un soir à une bouche de métro...

Nous nous apprêtons à faire une diffusion de l'H.R. Un groupe de jeunes membres de l'UNCAL révisionniste (filiale lycéenne de la J.C.) batifole à côté, au sortir d'une réunion. La diffusion vient de commencer lorsque deux d'entre eux, sans la moindre explication politique, nous arrachent trois journaux des mains, le feuilletent rapidement en guise de provocation, et s'engouffrent dans le métro en ricanant, emportant les exemplaires. Mais aussitôt, avant que nous ne leur mettions la main au collet, ce geste de vulgaires voleurs suscite la contradiction au sein du groupe : Une lycéenne, restée en haut, s'adresse à nous pour condamner ce procédé, et nous paye de sa poche les journaux dérobés par ses « camarades ». — « C'est-à-dire que ce soit digne de "communistes", lui demandons-nous, que d'agir de la sorte en dévalisant les diffuseurs d'un journal qui ne vit que par le peuple et pour le

peuple, même si tu n'es pas d'accord avec ? — Non, mais ce n'est pas non plus digne de la J.C... — Peut-être, mais, vois-tu, les paroles et les étiquettes sont une chose, et les actes, une autre. C'est à l'œuvre que l'on juge les gens. Et qui vole le peuple ne le sert pas, mais le trompe et le combat. » Voyez, camarades, à quel point même la dégénérescence révisionniste. Voilà comment la J.C. de Marchais-STO éduque ses adhérents ! Mais, même à l'intérieur de ses rangs, le révisionnisme secrète déjà ses propres fossyeurs. Les camarades honnêtes qu'il abuse réprovoquent ce genre d'actes de voyous, condamnant les méthodes provocatrices et social-fascistes. CAMARADES SINCERES, MILITANTS DE BASE DU P.C.F. ET DE LA J.C., REJETEZ VOS ILLUSIONS ET PREPAREZ-VOUS A LA LUTTE !

Correspondant H.R. - Paris

AFFICHEZ H. R.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	40 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
Etranger :				
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

« N'en doutons pas, MM. les « Leaders » de l'opportunisme useront de toutes les roueries de la diplomatie bourgeoise, ils en appelleront au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des syndicats, pour les en éliminer par tous les moyens, leur rendre le travail dans les syndicats désagréable au possible, pour les outrager, les traquer, les persécuter. Il faut savoir résister à tout cela, consentir tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, de toutes les astuces, recourir aux expédients, taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener coûte que coûte l'action communiste. » (LENINE)

LE TRAVAIL SYNDICAL HORS DES SYNDICATS

Dans notre numéro 136, nous avons dit et répété que les communistes marxistes-léninistes doivent militer dans les syndicats révisionnistes et réformistes existants, sur la base du syndicalisme de lutte de classe : c'est là une nécessité absolue. Cependant, dans certaines conditions, les ouvriers révolutionnaires peuvent être amenés à poursuivre et à organiser la lutte pour les revendications immédiates hors des syndicats. Ces conditions, évidemment variables d'une entreprise à l'autre, sont en fin de compte de deux types :

1° Les communistes ne doivent pas hésiter devant les ruptures au sein du syndicat lorsque c'est la substance même du syndicalisme de lutte de classe qui est mise en cause par des dirigeants révisionnistes ou réformistes. Mais attention, une telle rupture ne doit se produire que si les communistes marxistes-léninistes ont la certitude que les plus larges masses ouvrières de l'entreprise sont convaincues du bien fondé d'une telle opération : autrement dit que la large majorité des travailleurs comprend que c'est la lutte efficace pour les revendications immédiates qui est en jeu. Dans la situation actuelle, jamais les travailleurs n'accepteront une rupture syndicale au nom simplement d'un objectif révolutionnaire encore vague et lointain. Il faut ajouter que les dirigeants et responsables réactionnaires, lorsqu'ils ont repéré des éléments par trop gênants pour leur ligne de collaboration de classes, développent, notamment dans la C.G.T., un inlassable travail de calomnies et de manipulations pour isoler les prolétaires révolutionnaires de la masse et pour les exclure des syndicats : si les éléments d'avant-garde organisent effectivement la lutte pour les revendications immédiates, les dirigeants réactionnaires sont réduits à exclure des syndicats entiers, comme l'a fait Séguy avec le syndicat des retraités du bâtiment de la Seyne.

2° Dans la brochure du n° 128 « Que signifie classe contre classe », il est écrit :

« L'UNITE à la BASE et dans l'ACTION voit déjà et verra jaillir des formes multiples, nées de l'esprit créateur des masses ouvrières et du peuple... »

Et justement le but du syndicalisme révolutionnaire, c'est de créer des formes permanentes d'unité à la base pour l'action. Or de telles formes nouvelles, véritables émanations de la volonté des larges masses de l'entreprise, sont pour l'instant exceptionnelles et vivent ce que dure une lutte. On a vu en mai 1968 naître certains comités de base, ou comités d'action. Et il est certain que dans des conditions révolutionnaires, de telles formes prendront un développement impétueux, balayant bien souvent les carcans étroits des syndicats existants. Evidemment dans ce cas-là, les militants communistes marxistes-léninistes se mettront sans réserve au service de telles organisations de masse. Il en va de même dès maintenant dans certaines entreprises où les syndicats révisionnistes et réformistes sont inexistantes, notamment dans certaines entreprises du bâtiment, où de telles organisations syndicales « nouvelles » peuvent être fondées par la volonté des ouvriers.

Quoiqu'il en soit, la ligne des marxistes-léninistes reste unique, c'est d'abord le SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE ; le combat CLASSE contre CLASSE pour les revendications immédiates ; mais aussi la propagande systématique pour l'abolition du salariat, pour la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat !

H. JOUR.

COMMANDEZ

C. G. T. DES CHEMINOTS ET LUTTE DE CLASSE

A PROPOS DU CONGRES C.G.T. DES CHEMINOTS

(Supplément à « L'Humanité Rouge » n° 131)

Prix : 0,50 F. Ajouter les frais de port.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

PENARROYA A LYON

La lutte engagée depuis le 9 février se poursuit toujours aussi fermement. Les grévistes ont contraints la direction du trust Penarroya à discuter des revendications (voir H.R. n° 137).

Soutenons et popularisons ce juste combat.

Penarroya peut payer !



S.F.E.R. A NICE

Les 630 travailleurs de la Société Française de l'Electro-résistance à Nice, en grève depuis 17 jours pour l'augmentation des salaires, passent à une forme d'action plus dure.

Durant la nuit du vendredi 25 février au samedi 26 février, les ouvriers capturent et bloquent le directeur buveur de sang et plusieurs de ses valets, dans les bureaux.

Les forces de répression sont intervenues samedi pour faire évacuer les grévistes et libérer le buveur de sang et ses laquais.



USINES GIRLING ET GERBACH A BOUZARVILLE (Moselle)

En grève depuis le 22 février, les 1 400 travailleurs des usines Girling et Gerbach poursuivent leur lutte.

Lundi 28 février, les grévistes ont bloqués les entrées de l'usine Gerbach et occupés l'usine.

A l'usine Girling les travailleurs viennent d'obtenir un premier succès, une augmentation uniforme de 0,15 F de l'heure est accordée à tous, qui s'ajoute à l'augmentation annuelle fixée à 5,5 %.

A l'usine Gerbach, la direction a été contrainte de faire de nouvelles propositions.

ETABLISSEMENT PARIS A NANTES

Les 700 travailleurs qui effectuaient des débrayages tournant depuis plus de 15 jours pour leurs salaires sont passés à une forme de lutte plus dure. Le lundi 28 février ils ont décidé la grève avec occupation de l'usine des charpentes métalliques.



ENTREPRISE COREBAT A MONTPELLIER

Les 80 ouvriers du bâtiment de cette entreprise occupent les bureaux pendant toute une journée pour obtenir le versement de leurs salaires.



S.A.B.E.M. A TREMUSON (Côtes-du-Nord)

Les ouvriers de cette fabrique de caravanes sont en grève illimitée.



CREUSOT-LOIRE A DUNKERQUE

Les 3 000 sidérurgistes de Creusot-Loire sont en grève depuis le 1^{er} mars pour leurs salaires.

Des piquets de grève ont été mis en place pour assurer le succès de la lutte engagée.

Les cadres, une fois de plus, se sont déclarés non grévistes et ont joué le rôle de briseurs de grèves au nom de « la liberté du travail ». Ils ont provoqués les piquets de grève et tentés de briser la lutte des travailleurs, mais ont été repoussés très fermement par les grévistes qui ont le soutien de la population. Le combat continue.

Creusot-Loire peut payer !



COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE AU HAVRE

Pour la première fois depuis 1968, les travailleurs ont arrêté le travail depuis jeudi 2 mars.

ONATRA (Vitrolles) :

« Onatra ne doit pas être un bagne »

Depuis le lundi 21 février, les routiers d'ONATRA engagent la lutte pour l'augmentation des salaires et la prime de frais, pour le treizième mois et la semaine de 50 heures. Les mécanos suivent également le mouvement pour l'augmentation des salaires, l'amélioration de l'équipement (pour les pompistes, les dépanneurs) et le remboursement des frais de dépannages sur notes.

Il est à noter qu'ONATRA fait grève pour la première fois. La grève s'est déclenchée à l'appel du S.N.I.R. (Syndicat national indépendant routier), très bien implanté et seul représentant des routiers et mécanos, ceux-ci ayant fait ce choix d'eux-mêmes, s'écartant ainsi d'embliée du rôle néfaste des dirigeants des syndicats C.G.T., F.O. et C.F.D.T. Parions que ce choix les mènera vers le succès : peu importe la forme et le sigle, seul le but et la substance du syndicalisme de lutte de classe comptent.

La grève se fait sans occupation des locaux mais les grévistes (200 environ à la Maison mère) sont présents et très vigilants face aux provocations de l'Etat bourgeois comme les faits ci-dessous en témoignent.

Du lundi 21 au jeudi 24 : tous les véhicules sont arrêtés. Quelques gendarmes prennent les « dispositions d'usage ».

Vendredi 24 : les grévistes refusent de laisser sortir trois cars assurant le transport du personnel considérant justement ces trois cars comme faisant partie du parc des véhicules.

Vendredi 24 à 21 heures : intervention du commandant de gendar-

merie (téléguidé par la direction) pour laisser sortir les trois cars. Les grévistes « répondent » en se plaçant assis devant la sortie. Le commandant parle alors d'entrave à la liberté du travail et de l'illégalité devant la loi. (Les grévistes ne se trompent pas, il s'agit bien de la liberté bourgeoise, celle de traiter les travailleurs comme des chiens.) La direction prend des photos au flash : les grévistes lui tournent le dos... et les moteurs des cars s'essouffent.

21 h 30 : les grévistes signalent qu'à 2 kilomètres viennent d'arriver (profitant de la nuit) trois cars de gardes mobiles.

22 heures : un cadre complètement ivre insulte les grévistes qui chantent alors pour couvrir sa voix. Ce cadre recherche, cela est trop visible, un accrochage avec un ou plusieurs gars pouvant justifier l'intervention des gardes mobiles. Finalement, les gendarmes le neutralise, voyant l'échec de la manœuvre. Deux gendarmes semblant un peu trop rudes avec ce monsieur se font très sèchement et rapidement rappeler à l'ordre par leur chef : voyons, il faut ménager les larbins du patron !

Minuit : les gardes mobiles arrivent néanmoins. Après une heure et demie de discussion entre force de l'ordre et grévistes, les ouvriers, pour déjouer les intentions provocatrices, se laissent écartier tant bien que mal du passage.

Minuit 30 : les trois cars sortent et la Mercedes de M. le Patron en profite, mais la grève continue avec encore plus de détermination et de colère.

Correspondant H.R.

LA CLASSE OUVRIERE VENGERA PIERRE OVERNEY!

DE JUSTES POSITIONS DE CLASSE

Nous publions ici quelques-unes des lettres et tracts que nous avons reçus, montrant l'indignation de la classe ouvrière devant l'assassinat de Pierre Overney, rejetant de plus en plus les dirigeants traîtres du P.C. » F. et de la C.G.T.

A partir de maintenant je suis aux côtés des vrais marxistes-léninistes

Camarades, Jusqu'à présent je ne voulais pas écrire, mais après la mort du patriote maoïste Pierre Overney dans l'usine Renault pour la défense de la classe ouvrière et pour la révolution, et des immigrés, je suis révolté en regardant les journaux de la réaction y compris l'Humanité blanche. C'est répugnant de lire des journaux « communistes » et d'entendre le volontaire en Allemagne nazie le traître Georges Marchais et son lieutenant Séguy, traîtres à la classe ouvrière.

Je suis réfugié politique, durant trois ans j'ai combattu sur les fronts de Madrid et de Catalogne comme commissaire politique dans une brigade des divisions Listes. Après avoir rentré en France, j'ai combattu dans la glorieuse F.T.P.F., je ne regrette rien et je n'oublierai jamais la souffrance du peuple français et espagnol dans la lutte commune contre le fascisme hitlérien.

Depuis plus de trente ans, je suis syndiqué à la C.G.T., à partir de maintenant, je suis aux côtés des vrais marxistes-léninistes. Le vrai drapeau de tous les communistes, de la classe ouvrière de France est la Pensée-maoïste.

Chers camarades, s'il y a une petite place dans votre journal, je voudrais que tous les réfugiés espagnols qui, comme moi, sont dégoûtés de voir l'U.R.S.S. et les pays « socialistes » qui tiennent des relations diplomatiques avec l'assassin Franco, puissent lire ma lettre.

Par la même occasion, j'envoie 5 francs à la souscription permanente de H.R., à la mémoire de tous les combattants des brigades internationales tombés durant la guerre d'Espagne contre le fascisme.

Vive le marxisme-léninisme !
Votre Camarade
et frère de combat,
"Madrid."

S.N.E.C.M.A. (Gennevilliers) :

Un délégué du personnel C. G. T. appelle à l'enterrement de P. Overney

Dans une lettre ouverte au secrétaire général de la C.G.T., un délégué du personnel C.G.T. de la SNECMA à Gennevilliers, M. Alain Glasz, appelle à se rendre à l'enterrement de Pierre Overney.

Il écrit : « Vendredi soir, un ouvrier est mort ; c'était un jeune qui avait la foi et qui a sacrifié ce qu'il y a de plus cher pour un militant, sa vie. Ce que vous, secrétaire général de la C.G.T., lui reprochez, c'est d'être maoïste.

Pour nous, il est un homme, un vrai qui a su sacrifier sa vie pour un idéal, comme l'a fait notre grand camarade Pierre Sémard.

Me rattachant aux statuts de la C.G.T. qui affirment que celle-ci est une organisation démocratique où il ne sera fait aucune différence entre

conceptions politique, idéologique, philosophique et religieuse : je vous annonce qu'en tant que délégué du personnel C.G.T., j'irai aux obsèques de Pierre Overney, militant ouvrier et non voyou.

De plus, j'appelle tous les ouvriers honnêtes de la C.G.T., restés fidèles à la grande C.G.T. de Gaston Monmousseau, à venir se recueillir sur la dépouille de ce courageux camarade lâchement assassiné par les nerfs du pouvoir.

Et souhaitons ensemble que nous puissions parfaire son œuvre et que nous voyions le triomphe de son aspiration à une société sans classe, sans guerre, où le progrès et le bien de l'homme seront les moteurs et le but de la société humaine ».

(D'après l'agence de presse Libération)



« Nous vengerons Pierre Overney », ce fut le mot d'ordre unanime de plusieurs centaines de milliers d'anti-fascistes, venus à ses obsèques pour lui rendre hommage.

A L'E. D. F. :

Le meurtre d'un militant vendredi à Billancourt est l'aboutissement logique et prémédité de la politique du patronat et du pouvoir. Face à la combativité ouvrière croissante et à l'échec qu'elle rencontre dans la population, aux luttes qui se déclenchent dans de nombreuses entreprises, la bourgeoisie ne peut faire passer ses attaques contre la classe ouvrière (licenciements, chômage) sans tenter de briser la combativité ouvrière et ceux qui s'en font l'expression, les militants révolutionnaires. Elle veut faire vite, et pour cela, si les licenciements politiques et la répression policière ne suffisent pas, elle est prête à l'assassinat.

Renault, Charonne : Flics, patrons assassins ! Dreyfus assassin, P.C.F. complice ! Dissolution des milices patronales ! Ce n'est qu'un début... Des Militants d'E.D.F.

la bourgeoisie tout entière et son régime que nous accusons aujourd'hui d'assassinat, c'est à eux que nous demanderons des comptes.

Mais nous demanderons aussi des comptes à ceux qui, parce qu'ils veulent eux aussi étouffer les luttes ouvrières pour mieux soigner leur cuisine électorale, se font aujourd'hui les complices de cet assassinat. A ceux qui ont osé écrire dans l'Humanité qu'il s'agit « d'une provocation montée en commun par le pouvoir et les "gauchistes" » et menée « par des hommes de main fascistes, embauchés spécialement sous des étiquettes maoïstes. »

Le meurtrier de Pierre Overney, ce n'est pas seulement le flic de la Régie, et derrière lui de l'ensemble des milices patronales armées, c'est

En assassinant froidement le 25 février l'ouvrier révolutionnaire Overney, la bourgeoisie monopoliste a franchi un pas important dans la fascisation. Bien sûr, des crimes fascistes perpétrés contre des travailleurs immigrés ou des jeunes ont déjà montré les objectifs sanglants du capital monopoliste. Mais une chose restait : ces crimes étaient commis dans l'ombre. Quand ils ne l'étaient pas, ils étaient plus le fait d'un climat de haine raciale et d'hostilité contre les jeunes travailleurs (La Courneuve, Djellali Ben Ali à la Goutte d'or - Paris) que le résultat d'une froide exécution organisée par une fraction politique de la bourgeoisie.

Or à Renault, le capital monopoliste a armé des hommes et leur a intimé l'ordre d'abattre un militant qui distribuait des tracts. Comment, sinon imaginer que le nervis Tramonj, qui est marié et a trois enfants, soit allé abattre en toute tranquillité Pierre Overney. La vérité, c'est que Tramonj est couvert ! Que ce soit, comme c'est probable, par une fraction de la classe dirigeante, là n'est pas le problème. La bourgeoisie monopoliste est divisée sur la tactique à employer pour arrêter la montée de l'esprit révolutionnaire dans notre peuple, c'est vrai ! Mais le plus important c'est que dans les luttes actuelles entre clans monopolistes, la fraction la plus fasciste agit de plus en plus à sa guise.

Face à cette montée indiscutable de la menace fasciste, quelle est et quelle sera l'attitude des divers partis politiques ? Les événements de la semaine dernière ont ouvert les yeux de nombreux travailleurs. D'ores et déjà, trois choses sont claires :

1° Aucun organe, aucun parti bourgeois n'a osé se féliciter ouvertement de l'assassinat de Pierre Overney. Cela montre que tous sentent à quel point la réprobation populaire est unanime.

2° Le parti soi-disant « communiste » français, actuellement dirigé par Marchais-Doriot, est le fourrier de plus en plus zélé de la fascisation.

3° D'ores et déjà, un nombre de travailleurs inégalé est prêt à se mobiliser contre la fascisation, que Marchais le veuille ou non, comme le montre la gigantesque manifestation populaire aux obsèques de Pierre Overney.

Car les travailleurs ne s'y trompent pas, le but de la bourgeoisie est de briser par la violence fasciste la lutte des ouvriers dans les usines mêmes : traquer les militants révolutionnaires, les enlever, les frapper, les faire taire ; interdire les discussions entre ouvriers, briser les mouvements naissants ; et lorsque malgré cela les ouvriers entrent en lutte, leur faire reprendre le travail le pistolet dans le dos. Tels sont les buts des milices patronales.

La bourgeoisie sait que le cœur de la lutte révolutionnaire est dans les usines, que c'est de là que s'engageront les combats décisifs contre sa dictature. Les bandes armées de la police ne lui suffisent plus. Il lui faut des milices surveillant sans cesse les ouvriers sur le lieu même de l'exploitation, car c'est là que la conscience révolutionnaire mûrit. En mettant dès maintenant en place les cadres de la terreur blanche, les plus fascistes pensent qu'ils réduiront au silence la classe ouvrière. Sous la menace des armes, ils pensent qu'ils feront taire la voix des ouvriers.

Dès maintenant, que dans les entreprises se développe le combat pour la dissolution des milices patronales ! C'est là un combat décisif pour barrer la route au fascisme.

Manifestation à Marseille

Mardi 29 février la Canebière et le cours Belsunce ont retenti des mots d'ordre d'indignation et de lutte contre l'assassinat d'Overney et contre la complicité de Marchais et des dirigeants révisionnistes avec le pouvoir capitaliste.

Plus de mille cinq cents manifestants ont défilé en portant de nombreuses banderoles et drapeaux rouges.

Les ouvriers et autres travailleurs, unis à la jeunesse, constituaient les groupes de tête du P.S.U. et de « l'Humanité-Rouge ».

Nos militants brandissaient notamment deux banderoles de 4 mètres de long avec les textes suivants : « Etat-patron assassin ! Marchais complice ! - L'Humanité-Rouge » et « Le fascisme ne passera pas ! - L'Humanité-Rouge ».

Tout au long du défilé furent distribués des milliers de tracts de « l'Humanité-Rouge ».

Le P.C.M.L.F. pour sa part avait procédé à une très importante diffusion d'une déclaration au cours de la nuit précédente.

Au départ de la manifestation quelques étudiants trotskystes de la ligne de Krivine et du groupe « Révolution » tentèrent de s'imposer comme groupes dirigeants et de se placer en tête. Mais les travailleurs de « l'Humanité-Rouge », unis au P.S.U., eurent rapidement raison de cette prétention à récupérer le sacrifice d'un ouvrier dont les convictions n'étaient

nullement trotskystes, mais « maoïstes ». Précisons qu'à Marseille la majorité du P.S.U. appartient à la tendance dite « maoïste » et travaille, dans l'unité à la base et dans l'action, avec les militants de « l'Humanité-Rouge ».

La vérité c'est que la manifestation était d'abord dirigée contre la bourgeoisie capitaliste et qu'elle dénonçait secondairement et à juste titre l'ignoble attitude de Marchais et des dirigeants du P.C. » F., non point communistes, mais révisionnistes. Il ne faut jamais confondre anti-communisme et anti-révisionnisme, car précisément, c'est le révisionnisme qui est anti-communiste.

La lutte continue. Par ailleurs, la C.D.P. est pratiquement inexistante.

A la fin du défilé, quelques éléments incontrôlés se sont heurtés à l'énorme dispositif policier mis en place, mais la quasi unanimité de la manifestation s'est dispersée en tenant compte du rapport de force constaté. La discipline des militants ouvriers a prévalu.

A noter que les dirigeants révisionnistes avaient mobilisé leurs services d'ordre pour protéger leurs sièges, celui de leur fédération, rue St-Basile (un nom qui leur va bien), celui de leur journal « La Marseillaise » et le siège des syndicats C.G.T. En fait, il s'agissait surtout pour eux de tromper leurs militants de base en les assurant qu'il s'agissait d'une manifestation anti-communiste.



De la place Clichy au Père-Lachaise, Pierre Overney porté par ses camarades de lutte.

L'INFAMIE SOCIAL-FASCISTE

Rarement les dirigeants révisionnistes ne se seront rangés avec une telle clarté dans le camp de la bourgeoisie, dans le camp des assassins.

Pierre Overney, assassiné par un homme de main fasciste, avait été à plusieurs reprises victime d'agressions et de calomnies de la part de révisionnistes (en particulier le dénommé Certano) alors qu'il était ouvrier chez Renault.

Rien d'étonnant dès lors que la réaction de la section du P.C. » F. de Renault ait été de rejeter la responsabilité de l'assassinat sur les « agissements provocateurs gauchistes » ou, comme la section syndicale C.G.T., sur « les hommes de main fascistes, sous étiquette maoïste ».

Un ouvrier est assassiné de sang-froid par un membre de la milice patronale, et messieurs les sociaux-fascistes le qualifient de provocateur.

Le présentateur (Huma-blanche du 26-2-72) comme un ancien élève de l'Ecole centrale alors que Pierre Overney était ouvrier depuis l'âge de 14 ans et fils d'ouvriers. Déclarations semblables en tous points à celles de la direction de la Régie Renault parlant de « provocations et incitations à la violence ».

Qui est complice de la direction criminelle de Renault ? Pierre Overney assassiné ou bien la clique Marchais ? Ce Marchais qui, à Strasbourg, devait déclarer : « Quel crime monstrueux pour les groupes gauchistes extérieurs à l'usine qui sont allés provoquer les ouvriers de chez Renault à la porte des usines. Je pose la question : est-ce qu'on va recommencer à nouveau comme en 1968 ? Je réponds : non, cela ne doit

pas recommencer ». Un ouvrier est assassiné et c'est lui le criminel. Quelle ignominie de la part de ce chien de garde du capital ! Quel aveu de terreur devant la lutte des masses !

Nous accusons Marchais de social-fascisme pour avoir justifié le crime fasciste, pour avoir rejeté les responsabilités sur Pierre Overney. Mais les sociaux-fascistes ne se sont pas arrêtés là. Les dirigeants de la section syndicale C.G.T. de Renault-Le Mans ont appelé à l'arrestation des militants révolutionnaires (ils ont été entendus par la bourgeoisie qui a fait arrêter des ouvriers de chez Renault). Les sociaux-fascistes ne justifient pas seulement la fascisation, ils appellent à son renforcement. Leur lettre adressée à l'abbé Pierre Forgeot de Billancourt qui avait laissé se tenir des réunions dans son église va dans le même sens. Ils déplorent que « dans un lieu sacré, où vous prônez la liberté d'autrui, vous permettiez à des agitateurs de professer la violence, ce qui est contraire aux lois de votre Eglise ». Il s'agit là d'un appel non voilé à la suppression de la liberté d'expression des révolutionnaires. Social-fasciste encore Marchais et sa clique pour avoir tout fait pour tenter de briser la riposte des travailleurs en organisant des contre-meetings chez Renault pour empêcher les ouvriers de participer à un meeting de la C.F.D.T., ainsi qu'aux obsèques de Pierre Overney.

Mais la calomnie n'y a rien fait. Le 4 mars, Pierre Overney était suivi par une multitude de travailleurs, entouré de leur fraternité de classe. Marchais et sa clique étaient seuls, dans la solitude des complices des assassins.

LISEZ : « LE PRINTEMPS REVOLUTIONNAIRE DE 68 »
par Jacques Jurquet — Essai d'analyse marxiste-léniniste
Prix : 3 F
Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi

RHONE-POULENC (Vitry) :

Ouvre donc les yeux, camarade...

L'assassinat de Pierre Overney, jeune ouvrier révolutionnaire, par un fasciste, homme de main du pouvoir et chef de la police privée de Renault, a soulevé la colère et l'indignation d'une large fraction de la classe ouvrière et du peuple de notre pays. L'immense foule qui accompagnait le camarade au cimetière était le témoignage vivant d'une large mobilisation contre la fascisation du pouvoir et de la haine du peuple pour ses exploiters. Les dirigeants du P.C. » F. et de la C.G.T. ont menti ouvertement pour rejeter la responsabilité de l'attentat sur la victime et pour minimiser l'immense vague de colère qu'il a soulevée. Les multiples et crapuleux efforts accomplis par Marchais et sa clique pour détourner leurs militants de ce juste soulèvement de haine contre la fascisation de l'Etat se retournent contre eux. Dans notre usine,

un ouvrier du P.C. » F. a critiqué devant d'autres ouvriers les prises de position de ses dirigeants et deux camarades ouvriers de la C.G.T. ont déchiré leur carte, après avoir discuté avec des responsables de leur section syndicale pour un d'entre eux. Et il y en a probablement d'autres que nous ne connaissons pas encore.

L'unité à la base et dans l'action contre la fascisation devient une nécessité pour un nombre toujours plus grand de camarades ouvriers. Marchais et sa clique ne peuvent rien contre cette nécessité et s'enfoncent chaque fois un peu plus dans la trahison.

A bas la fascisation du pouvoir ! La classe ouvrière vengera Pierre Overney !

Des Marxistes-Léninistes
de Rhône-Poulenc (Vitry)

Le syndicat C.G.T. des A.G.F. (Assurances) :

Un militant assassiné à Renault

La mort de Pierre Overney, froidement assassiné vendredi après-midi à coup de revolver par un membre de la police intérieure des usines Renault, alors qu'il diffusait un tract, ne peut laisser aucun travailleur indifférent, quoiqu'il pense des idées que défendait la victime.

Il est de plus en plus courant de voir des patrons recourir à l'utilisation, non seulement contre les « gauchistes » mais également contre l'ensemble de leur personnel, d'une véritable police privée parallèle. Ces flics-maison sont souvent armés,

contre les travailleurs. Et ils peuvent tuer, la démonstration en a été faite vendredi.

Les organisations syndicales ne peuvent que s'élever avec la plus grande énergie contre ces méthodes d'esclavagistes. Elles ne peuvent qu'exiger la dissolution immédiate des polices parallèles existant au sein de certaines entreprises. Et si le problème ne se pose pas directement aux A.G.F., il suffit qu'il se pose dans une seule entreprise de ce pays pour nous concerner tous. (Extraits d'un tract du syndicat C.G.T. des A.G.F.)

VIVE LE 8 MARS

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

C'est en participant à la lutte pour le socialisme que les femmes se libéreront

Le 8 mars de chaque année la classe ouvrière et les peuples du monde entier célèbrent la journée internationale des femmes, cette « moitié de l'humanité ». Ils rappellent ainsi — dans leur combat d'aujourd'hui — la lutte exemplaire des ouvrières de Chicago descendues dans la rue le 8 mars 1857 pour exiger respect de leurs droits fondamentaux, malgré le déchaînement d'une répression policière particulièrement féroce.

De nos jours aussi, les femmes travailleuses de notre pays sont en lutte pour imposer leurs revendications.

Certaines d'entre elles sont communes à tous les ouvriers, à tous les travailleurs, saignés aux quatre veines par l'exploitation capitaliste ; mais d'autres leur sont propres.

UNE JOURNÉE DE TRAVAIL QUI COMPTE POUR DEUX

La femme travailleuse, en effet, est soumise à une double exploitation, une double oppression : à l'usine ou au bureau, pour un travail identique, elle voit son salaire considérablement diminué par rapport à ceux des hommes, abatement qui atteint 40 % du salaire total. C'est ce contre quoi lutte la juste revendication : « A travail égal, salaire égal ! ».

Pour elle, les obstacles existant à

l'acquisition d'une qualification professionnelle sont multipliés par dix. Chaque année, les C.E.T. continuent à former des milliers de couturières qui se retrouvent O.S. dans la métallurgie, le textile, l'alimentation.

Au taux où elle est ainsi payée, la femme qui a son premier enfant « choisit » bien souvent de rester à la maison, prisonnière des travaux ménagers et de l'ennui des H.L.M. au « choix » qui est en fait imposé : entre la crèche ou la nourrice, les frais de transport et les impôts, la suppression de l'allocation de salaire unique, il est bien connu qu'il coûte ainsi plus cher de travailler !

Souvent aussi le mari voit d'un mauvais œil l'engagement syndical de la femme au travail, parce que « cela prend du temps » ou que « ce n'est pas sa place », la privant ainsi du droit de s'organiser pour lutter contre l'exploitation.

Et, une fois franchie la porte de l'usine, du grand magasin, du bureau, c'est la course à la montre pour une nouvelle journée de travail à la maison : le ménage à faire, le repas du soir à préparer, la pile de linge qui attend d'être lavée, repassée, accommodée.

Bien souvent d'autres tâches s'y ajoutent : les enfants à aller chercher, veiller.



Glorieuses traditions des femmes de France : grévistes en 1936.

Tant d'autres soucis, encore, reposent sur ses épaules : l'inquiétude du budget qu'il faut boucler alors que, même en rognant dans tous les sens, on n'arrive pas à y faire rentrer le strict nécessaire ; les enfants à éduquer, orienter ; la permission qu'il faut mendier au patron pour pouvoir les soigner quand ils sont malades et que la crèche refuse dès qu'ils ont un peu de fièvre.

Heureuse encore celle qui peut placer son enfant à la crèche pour les autres jours ! A Paris, par exemple, il existe une place de crèche pour 25 000 enfants en âge d'y être admis !

Et l'angoisse d'être enceinte une nouvelle fois quand ce serait une catastrophe financière, quand le logement est minuscule, quand on est surmenée. Rappelons-nous que chaque année, autant d'avortements que de naissances ! Bien des femmes y laissent leur santé... quand ce n'est pas leur vie. La contraception ne profite encore qu'à un certain nombre de femmes de la bourgeoisie. L'ouvrière, la paysanne, l'employée, sont encore bien loin d'être libérées et épanouies sur le plan sexuel.

Quand s'achève cette épuisante journée de 12 ou 14 heures de travail, c'est l'amertume et la révolte de n'avoir même pas la force, même plus l'envie de lire un article de journal, une page d'un livre, de connaître et comprendre ce qui se passe autour de soi.

Telle est la réalité courante — et elle est souvent bien pire encore — de la dure condition des femmes de notre peuple sous la dictature du capital monopoliste.

DE GLORIEUSES TRADITIONS DE LUTTE

Mais, exploitées, asservies, les femmes de France ont cependant toujours été au premier rang des luttes révolutionnaires.

Durant la glorieuse Commune de 1871, dominée par la grande figure de Louise Michel, les femmes du peuple de Paris étaient au premier rang des barricades où beaucoup d'entre elles sont tombées. Pendant toutes les grandes grèves du début du siècle, les ouvrières françaises manifestaient dans les rues aux côtés des hommes. Le Front Populaire les a vues présentes dans les dures luttes anti-racistes comme dans les combats revendicatifs.

A l'exemple de Danièle Casanova et de tant d'autres de ses sœurs, de ses camarades, tombés sous les coups des nazis, les femmes ont participé activement à la Résistance, jouant un rôle très important dans « l'armée de l'ombre ».

Durant la sale guerre d'Indochine, massivement, les femmes françaises descendaient dans la rue, se couchaient devant les trains, criaient leur haine de la guerre coloniale. La lettre d'une ancienne militante du P.C.A., publiée ci-dessous, prouve qu'elles étaient également présentes aux côtés

du peuple algérien dans sa lutte de libération contre l'impérialisme français.

Le printemps révolutionnaire de Mai 1968 a été pour beaucoup de femmes aussi le signal d'une prise de conscience et d'un engagement dans la lutte revendicative et politique en tant que travailleuses et en tant que femmes.

Les grèves exemplaires avec occupation, menées par les ouvrières de Biarritz-Shoes, des tricoteriers de Chaligny, en sont un exemple éclatant. Il leur fallait lutter à l'usine contre le patron et à la maison pour convaincre les maris de la justesse de leur lutte et de la nécessité d'assumer le travail ménager et la garde des enfants.

LA LUTTE DES FEMMES POUR LEUR EMANCIPATION FAIT PARTIE DE LA LUTTE DE CLASSE

Les femmes doivent compter sur leurs propres forces, s'organiser entre elles pour lutter contre l'oppression car la liberté n'est jamais octroyée par les autres, offerte en don, mais acquise par la lutte.

Aussi les femmes se libéreront-elles par elles-mêmes. Mais leur lutte fait partie intégrante de la lutte de classe, elle est une lutte classe contre classe pour imposer sur cette question le point de vue prolétarien contre les idées réactionnaires pourries que répand la bourgeoisie pour mieux servir ses intérêts de classe exploiteuse.

C'est une des tâches des révolutionnaires de s'intéresser aux problèmes concrets des femmes en les aidant à s'organiser pour les résoudre. C'est le rôle de l'avant-garde marxiste-léniniste, du parti du prolétariat, de faire connaître aux femmes la cause de leur oppression et les moyens de s'en débarrasser, de faire grandir la conscience révolutionnaire des ouvrières, des paysannes, de toutes les travailleuses, en leur indiquant la voie qui seule, défend leurs droits et leur dignité : celle de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat, du socialisme libérateur.

Celle qu'ont suivie les femmes chinoises, albanaises, vietnamiennes, coréennes, qui continuent de nos jours encore la lutte idéologique contre les mentalités réactionnaires héritées du passé et qui ont la vie dure, pour la transformation prolétarienne des conceptions du monde, pour le triomphe du nouveau contre l'ancien. En participant activement au combat, tant sur le front de la production que dans la lutte armée et au travail politique, y compris aux plus hauts échelons, elles donnent un exemple magnifique aux femmes du monde entier.

Leurs succès sont aussi les nôtres, ceux de toutes les femmes du monde qui n'ont pas encore brisé les chaînes de l'esclavage et de l'oppression.

LUTTES D'UNE MILITANTE

Femme, non pas ouvrière, mais militante communiste depuis 1933, je souhaite que beaucoup de femmes entrent dans la lutte pour enfin connaître vraiment ce qu'est la paix et le bonheur, et parce que la lutte paie toujours.

En Algérie : militer à l'époque (1936) dans les rangs du P.C.A. représentait une option non dénuée de danger, parce que contraire à la politique colonialiste, et mal vue des colons qui eux profitaient au maximum des Arabes. Défendre ces derniers, les aider à combattre, organiser des grèves... en effet, comment pouvait-on ignorer la grande misère de ce peuple, qui depuis plus de cent ans était humilié, opprimé, calomnié, spolié.

Pour toutes ces actions qui étaient autant pour la libération du peuple algérien, je fus arrêtée puis internée.

Rentrée en France après la guerre, continuer à lutter était pour moi une nécessité.

Prendre part activement contre la guerre d'Algérie, n'était que la continuation du combat mené sur la terre algérienne.

Je participe alors activement à l'U.F.F. (Union des femmes françaises) et je participe à la préparation des journées internationales des femmes et en particulier à celle de mars 1952 où, rendant hommage à Staline au lendemain de sa mort, Eugénie Cotton devait déclarer : « Pour nous les femmes, nous devons à Staline un acte de justice sans précédent : celui qui a donné à la femme soviétique, en fait comme en droit l'égalité avec l'homme, dans tous les domaines. Quel encouragement pour les femmes du monde entier ! et combien il est précieux de rappeler le jugement que Joseph Staline portait en 1925 sur la Journée

internationale des femmes : « *Aucun grand mouvement d'opprimés, dans l'histoire de l'humanité, ne s'est déroulé sans la participation des femmes travailleuses. Les femmes travailleuses, les plus opprimées de tous les opprimés, ne sont jamais restées, et ne pouvaient rester à l'écart de la grande route du mouvement libérateur.* »

Le mouvement libérateur des esclaves a, comme on le sait, poussé en avant des centaines et des milliers de grandes martyres et d'héroïnes dans les rangs des luttères pour la libération des serfs.

Il y avait des dizaines de milliers de femmes travailleuses, il n'est pas étonnant que le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière, le plus puissant de tous les mouvements, libérateur des masses opprimées, ait attiré sous son étendard des millions de femmes travailleuses.

La Journée internationale des femmes est le témoignage de l'invincibilité et le présage du grand avenir du mouvement libérateur de la classe ouvrière » (citation extraite de « Femmes françaises » n° 435 du 21 mars 1952).

Mais petit à petit, le ton a changé — on donne des cartes... on fait quelques pétitions, des séances de cinéma, on parle de bonheur, tout cela calmement, bourgeoisement, il ne faut pas aller trop loin, sans cela on est... « gauchiste ».

C'est vous dire avec quel plaisir je lis votre Huma, où je retrouve mes années militantes, où les mots *classe contre classe* ont gardé toute leur valeur.

Je dis en conclusion, femmes « rejetez vos illusions et préparez-vous à la lutte ».

Une ancienne militante du P.«C.»F.

1935-1938 : La ligne assimilationniste du Front Populaire (4)

Le P. C. F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (18)

Ce fut pour soutenir cette politique purement assimilationniste (1) que se constituèrent et agirent deux importants cartels d'organisations en Algérie : l'un essentiellement algérien, l'autre français.

Le 7 juin 1936 se réunit à Alger le premier « Congrès musulman ». Il rassembla des élus, des communistes, des Oulémas qui partageaient tous l'espoir que la gauche française allait enfin satisfaire les revendications musulmanes. De grandes discussions traduisirent les illusions inspirant l'action de tous ces militants, portant sur les formes des droits électoraux qu'allait leur accorder le gouvernement de Front populaire.

Non sans avoir eu à surmonter de nombreuses difficultés, le Front populaire avait vu le jour à Alger le 12 juin 1936, avec une bonne année de retard sur Paris et la « métropole ». L'ancienne position des communistes favorables « au droit des peuples à l'autodétermination », c'est-à-dire, dans le cas particulier, à l'indépendance nationale du peuple algérien, avait constitué la base principale des contradictions entre « socialistes » et « communistes » algérois d'origine européenne. Leur accord pour le « Rassemblement populaire » n'intervint qu'après le renoncement explicite des seconds à tenir la question de l'indépendance pour primordiale.

La nécessité tactique de la « cuisine électoraliste » née avec le scrutin législatif d'avril-mai 1936 précipita « l'unité » entre représentants des deux partis « de gauche » de la métropole, auxquels s'ajouta le Parti radical et radical-socialiste. La réunification syndicale entre la C.G.T.U. et la C.G.T. intervenue en France en mars 1936 joua également un rôle important pour provoquer en Algérie la naissance du Front populaire.

Les communistes s'efforcèrent d'impulser les deux cartels, en les faisant converger vers le même objectif assimilationniste fondé sur des illusions envers la politique du nouveau gouvernement « de gauche ».

Le premier Congrès musulman avait voté une « Charte revendicative du peuple algérien musulman » élaborée en commun par des élus et personnalités « évoluées » comme le docteur Bendjelloul, Ferhat Abbas, Bentami, Saadane, par des représentants des Oulémas comme les cheikhs Ben Badis et El Okbi, par les délégués communistes ayant à leur tête Ben Ali Boukhort. Un comité exécutif du Congrès avait été créé pour « rassembler, rallier, coordonner tous les efforts » en vue de la réalisation de cette Charte, dont le contenu exclusivement réformiste et assimilationniste apparaissait sans équivoque dans ces points revendicatifs : « Le rattachement pur et simple à la France, avec suppression des rouages spéciaux : délégations financières, communes mixtes, gouvernement général... un collège électoral commun pour toutes les élections, l'éligibilité pour tous les électeurs, le suffrage universel, la représentation au Parlement (est-il besoin de préciser « français » ?) » (2). Mais les « congres-

sistes » ne tardèrent pas à buter sur des difficultés qu'ils avaient eu la naïveté de ne pas prévoir. Ils voulurent envoyer une délégation au gouvernement de Paris, mais furent pris de vitesse par une manœuvre du gouverneur général acquis aux thèses intégrationnistes des colonialistes. Ce haut fonctionnaire obtint en effet, le 18 juillet, du muphti (3) d'Alger qu'il envoie au président du Conseil un télégramme dénonçant les représentants du Congrès musulman comme « quelques élus qui ne représentaient qu'une poignée d'agitateurs qui tentaient de semer le trouble dans le pays » et « de prétendus Oulémas sans titres ni diplômes (qui) se rendaient à Paris dans le but de présenter les revendications politiques et religieuses des Indigènes d'Algérie. »

Le grand muphti concluait : « Nous désapprouvons délégation nullement qualifiée et n'ayant aucun mandat pour en parler. Nous protestons énergiquement contre son immixtion dans choses concernant notre culte. »

Certes, ni ce haut personnage religieux manipulé par le gouverneur colonialiste, ni les délégués du « Congrès musulman » ne représentaient authentiquement les aspirations profondes des millions de fellahs et prolétaires algériens affreusement opprimés et exploités par la bourgeoisie impérialiste française ; mais nous sommes tenus de relater ces épisodes à l'allure de farce parce que d'une part nous respectons certaines de leurs victimes algériennes redevenues par la suite d'authentiques et clairvoyants patriotes, d'autre part nous avons à démasquer la participation et le soutien actifs que leur apportèrent les communistes de Paris et d'Alger, en violation délibérée des décisions et directives du 7^e Congrès de l'Internationale.

Les représentants du Congrès furent cependant reçus le 23 juillet par Léon Blum, Viollette et Jules Moch. Le président de leur délégation proclama : « La confiance des populations musulmanes dans le gouvernement du Front populaire et dans la personne de son représentant algérien, le gouverneur général Le Beau. » Abstentions-nous de commentaires, c'est au peuple algérien essentiellement qu'appartient le droit d'apprécier une telle attitude. Notre jugement critique entend s'exercer exclusivement vis-à-vis des idées et pratiques des communistes. Mais la simple relation de ces faits ne revêt-elle pas une signification éclatante, même si nous nous efforçons de ne pas nous substituer aux auteurs algériens ? N'en « rajoutons pas » et signalons simplement qu'à la fin de leur entretien avec Blum et ses acolytes, les délégués algériens insistèrent « sur le fait que l'Algérie, terre française, habitée par des Français, avait droit à toute la sollicitude de la France. » En guise de réponse, le président du Conseil, « socialiste », publia le communiqué suivant, chef-d'œuvre d'hyprocrisie :

« Le président du Conseil a remercié les délégués de leurs déclarations et dit sa joie que des Français reçoivent d'autres Français, des démocrates d'autres démocrates. Il a rap-

pelé que le gouvernement avait déjà pris diverses mesures en faveur de l'Algérie et indiqué qu'il allait en prendre d'autres. Il les examinera dans un esprit de justice, d'équité, d'amitié, de fraternité véritables. Les délégués ont exprimé la joie que leur a causé cet accueil particulièrement bienveillant. »

C'était donc pour soutenir cette politique que les communistes avaient abandonné leur juste ligne antérieure. Simultanément, ils agissaient, côté européen, par l'entremise du « Front populaire algérien », dont les revendications reflétaient le caractère humaniste (et toujours assimilationniste) du vieux courant centriste du Parti socialiste unifié d'avant 1914. Ce « jauresisme » avait tout pour plaire au mystificateur Léon Blum, « gérant loyal du capitalisme », mais n'avait absolument rien de commun avec le léninisme, en dépit du soutien apporté par les communistes.

Ajoutons qu'au moment où les congressistes musulmans revenaient de Paris, fut perpétrée contre eux, à Alger, une grossière et perfide provocation : l'assassinat du fameux grand muphti, Bendali Mahmond. Le cheikh El Okbi fut aussitôt arrêté comme « instigateur » de ce crime. La bourgeoisie colonialiste jouait

sur deux tableaux à la fois : la duperie des promesses gouvernementales et la brutalité répressive, la carotte et le bâton.

Sans nous étendre à relater les détails historiques qui suivirent, précisons que le projet Blum-Viollette ne fut même pas soumis au Parlement et ne vit jamais le jour, malgré l'acharnement que mirent à le défendre Thorez et les Partis communistes français et algérien, qui en exigeaient encore le vote en janvier 1939, alors que les élus et personnalités algériennes avaient perdu progressivement, mais sûrement, toutes leurs illusions depuis déjà des mois et des années.

Mais qu'avait donc fait le peuple algérien, dans sa masse, pendant toute cette période ?

(A suivre.)

(1) La politique du gouvernement de Front populaire, soutenue par les Partis communistes français et algérien, se manifestait en Algérie à peu près exclusivement par l'annonce des perspectives ouvertes par le projet de loi Blum-Viollette.

(2) La charte revendicative du Congrès musulman parut le 26 juin 1936 dans le journal « La Justice ».

(3) Le grand muphti d'Alger était l'autorité religieuse musulmane la plus élevée de toute l'Algérie.

IRAN :

A BAS LE BOURREAU FASCISTE

Le bras fasciste du gouvernement iranien s'abat toujours plus féroce-ment sur les révolutionnaires :

- le 1^{er} mars : 10 exécutions ;
- le 2 mars : 2 exécutions ;
- le 3 mars, le « tribunal d'appel » a transformé en condamnations à mort dix sentences d'emprisonnement à vie ;

— aujourd'hui, 6 autres détenus attendent leur exécution d'un jour à l'autre.

Arrestations arbitraires, tortures, détention préventive de plusieurs mois, avocats désignés par le tribunal militaire, tel est le sort réservé à tous

ceux qui s'élèvent contre le gouvernement fasciste du Shah.

Après les nombreuses protestations d'indignation qu'avaient soulevées dans le monde entier les conditions de détention, le déroulement des procès, le gouvernement a interdit la présence d'observateurs aux procès.

Dans ce pays où le peuple dans la misère paie de sa sueur le faste des fêtes de Persépolis, le Shah ne peut faire survivre son odieux régime que par la terreur.

Mais le peuple ne laissera pas impunément massacrer ses fils.

Pour un qui tombe, dix se lèveront !

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA



Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 ..	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 ..	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 ..	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

POUR LE BASTION DU SOCIALISME

UNE IMMENSE VICTOIRE

On en parlait beaucoup avant, on en parlera longtemps après. La visite de Nixon en Chine et le communiqué final qui l'a clôturée marquent une date fondamentale dans l'histoire du monde. Ainsi que l'a souligné le Premier ministre Chou En-lai le 25 mars : « Les temps progressent et le monde évolue... la force du peuple est puissante et quels que soient les vicissitudes et les flux et reflux que l'histoire puisse connaître dans son développement, la tendance générale du monde c'est à n'en pas douter, s'acheminer vers la lumière et non vers les ténèbres ».

Et justement dans cette semaine du 21 au 28 février le monde a fait un pas vers la lumière.

« Il existe entre la Chine et les Etats-Unis des différences essentielles quant à leurs systèmes sociaux et à leurs politiques étrangères. Cependant, les deux parties s'accordent que les Etats, quels que soient leurs systèmes sociaux, doivent régler leurs relations en conformité avec les principes suivants : respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays, non-agression contre les autres pays, non intervention dans les affaires intérieures des autres pays, les différends internationaux doivent être tranchés sur cette base, sans recourir à la force ou à la menace de la force. Les Etats-Unis et la République Populaire de Chine sont prêts à observer ces principes dans leurs relations mutuelles ».

Voilà ce que Nixon, le représentant en titre de l'impérialisme américain, a été contraint de paraphraser. Bien sûr, cela ne veut nullement dire que l'impérialisme américain ait changé de nature. Mais c'est la reconnaissance officielle par les champions de l'intervention dans le monde, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et c'est là aux yeux de l'opinion publique mondiale une victoire dont il ne faut pas sous-

estimer l'importance. Après de telles déclarations se trouve tout naturellement posée avec plus de vigueur encore l'exigence « Hors d'Indochine l'impérialisme américain ! », « Hors de Corée ! ».

Le gouvernement de la République Populaire de Chine qui n'a rien concédé sur le fond à l'impérialisme américain l'a rappelé dans le communiqué du 28 février.

La partie Chinoise déclare ceci : là où il y a oppression, il y a résistance. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, et les peuples veulent la révolution — c'est d'ores et déjà devenu un courant irrésistible de l'histoire. Tous les pays, grands ou petits, doivent se traiter d'égal à égal — les grands pays ne doivent pas maltraiter les petits pays, les pays forts ne doivent pas maltraiter les pays faibles. La Chine ne sera jamais une superpuissance — elle s'oppose à l'hégémonisme et à la politique du plus fort sous toutes leurs formes. La partie Chinoise déclare qu'elle soutient résolument tous les peuples et nations opprimés dans leur lutte pour la liberté et la libération, que le peuple d'un pays, quel qu'il soit, a le droit d'opter, conformément à sa propre volonté, pour le système social de son choix, de défendre son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale, et de combattre l'agression, l'intervention, la maltraitance et la subversion venues de l'extérieur. Toutes les troupes étrangères doivent être renvoyées dans leurs propres pays. La partie Chinoise affirme son ferme soutien aux peuples vietnamien, lao et cambodgien dans les efforts qu'ils ont déployés pour atteindre leur objectif — elle affirme son ferme soutien à la proposition en sept points du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam et aux précisions données en février 1972 sur les deux questions clés contenues dans cette proposition, ainsi qu'à la déclaration commune de la conférence au sommet des peuples Indochinois.

Elle soutient fermement le programme en huit points formulé le 12 avril 1971 par le gouvernement de la République Populaire Démocratique de Corée pour l'unification pacifique du pays, ainsi que sa prise de position pour l'abolition de la « commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée ». Elle combat fermement la résurrection du militarisme japonais et son expansion à l'étranger, et soutient fermement le désir du peuple japonais d'édifier un Japon indépendant, démocratique, pacifique et neutre. Elle est fermement d'avis que l'Inde et le Pakistan doivent retirer immédiatement, en conformité avec les résolutions de l'O.N.U. sur la question indo-pakistanaise, la totalité de leurs troupes respectives en deçà de leur frontière et de la ligne de cessez-le-feu à Jammu et au Cachemire, et soutient fermement le gouvernement et le peuple pakistanais dans leur lutte pour préserver l'indépendance et la souveraineté, ainsi que le peuple de Jammu et du Cachemire dans sa lutte pour le droit à l'autodétermination.

D'autre part, en amenant Nixon à reconnaître que Taïwan est partie intégrante de la Chine, le gouvernement de la République Populaire de Chine en remportant une grande victoire a du même coup semé la discorde dans le camp de l'impérialisme. Entre Nixon et les fantoches de Saïgon, Phnom-Penh, Séoul, etc., rien ne va plus.

La partie Chinoise réaffirme sa position : la question de Taïwan est le problème clé qui entrave la normalisation des relations Sino-Américaines — le gouvernement de la République Populaire de Chine est l'unique gouvernement légal de la Chine — Taïwan est une province chinoise, qui a été restituée à la patrie, il y a longtemps — La libération de Taïwan relève des affaires intérieures de la Chine, dans lesquelles aucun autre pays n'a le droit d'intervenir — et toutes les forces et installations militaires améri-

caines doivent être retirées de Taïwan. Le gouvernement chinois s'oppose fermement à toute activité visant à créer « une Chine et un Taïwan », « une Chine avec deux gouvernements », « deux Chine » ou « un Taïwan indépendant », à toute activité préconisant que « le statut de Taïwan reste à déterminer ».

La partie Américaine déclare ceci : Les Etats-Unis réalisent que les Chinois des deux côtés du détroit de Taïwan soutiennent tous qu'il n'y a qu'une Chine et que Taïwan fait partie de la Chine. Le gouvernement américain n'élève pas de contestations à propos de cette position. Il réaffirme l'intérêt qu'il porte au règlement pacifique de la question de Taïwan par les Chinois eux-mêmes. Ayant cette perspective en vue, il affirme l'objectif final qui est de retirer toutes les forces et installations militaires américaines de Taïwan. En attendant, il réduira progressivement ses forces et ses installations militaires à Taïwan au fur et à mesure de la diminution de la tension dans cette région.

Quant à lui, le Premier ministre japonais Sato, affolé d'être ainsi lâché, a découvert brutalement et a affirmé avec conviction « Taïwan appartient à la République Populaire de Chine ». Car les impérialistes japonais n'ignorent pas que les relations commerciales avec la Chine ne peuvent se développer qu'à certaines conditions politiques. Le vieux Tchong Kaï-chek abandonné de partout, triste présage pour les valets de Washington. Dans leur camp, le désarroi, le pessimisme et la discorde s'installent. Les impérialistes japonais révisent amèrement leur politique : pour la troisième fois les « alliés » américains ont montré au peuple japonais que leurs intérêts passaient avant tout.

Bien sûr, il ne s'agit là que de quelques-unes des premières conséquences du voyage de Nixon, il en est d'autres, tout aussi décisives, notamment par rapport à la co-hégémonie mondiale soviéto-américaine, nous y reviendrons.

Pour le peuple palestinien, une seule voie : LA LUTTE ARMÉE

Dans une interview accordée récemment au Journal kuwaitien « Al-Rai Al-Amm », Kamal Nasser, porte-parole du comité exécutif de l'Organisation pour la Libération de la Palestine, réaffirme : « La lutte armée et la guerre de libération du peuple sont notre seule voie conduisant à la victoire. »

Kamal Nasser dit : « Les plans politique et pacifique ne sont que des plans trompeurs et faux, destinés à trainer en longueur afin de permettre le sionisme mondial et l'impérialisme mondial dirigé par

les Etats-Unis de liquider le problème palestinien. »

Il souligne : « Toute paix qu'Israël veut nous imposer sera une paix fictive. Une telle paix signifie la capitulation. Pour le Sionisme expansionniste, la terre est beaucoup plus importante que la paix. »

Réaffirmant la détermination de combat du peuple palestinien, Kamal Nasser indique que la stratégie de la révolution palestinienne est de « combattre jusqu'à la libération ».

Les guerilleros palestiniens contre attaquent

Les troupes d'agression israéliennes ont poursuivi, pendant quatre jours, des raids contre le Sud-Liban. Avec le soutien du peuple libanais, les guerilleros palestiniens y ont héroïquement riposté en décimant les ennemis intrus.

Un porte-parole militaire du Commandement général des forces révolutionnaires de la Palestine a annoncé qu'au cours des attaques qu'ils avaient lancées, dans la nuit du 27-28 février, aux villages de Rasheya Al Fakhar et de Habbariya (Sud-Liban), contre les troupes israéliennes, les partisans palestiniens ont mis hors de combat plus de 50 soldats israéliens et détruit 5 véhicules militaires. Ils ont repoussé une fois les troupes ennemies hors du village de Habbariya.

Les raids aériens ont duré jusqu'à l'après-midi. Les guerilleros palestiniens ont intercepté avec le feu de terre ces avions intrus, abattant un appareil dans l'après-midi.

Les troupes d'agression israéliennes ont encore lancé des roquettes en attaquant Ein Qaninyah, dans la région d'Arkoub. Elles se sont heurtées à la résistance vaillante des guerilleros palestiniens et des habitants locaux.

A Arkoub comme dans d'autres régions, des combats ont fait rage jusqu'à la soirée entre les guerilleros palestiniens et les agresseurs israéliens.

Le porte-parole a indiqué que trois vaisseaux de guerre israéliens ont croisé la nuit au large des ports liba-

nais d'El Rashidia et Sidon en intimidant et menaçant le Liban.

Les commandos palestiniens ont lancé à maintes reprises des attaques dans la hauteur de Golan. Ils

ont canonné des camps militaires israéliens à Abu Alqithar, Kafr Alma, Abu Alkheit, Jubbin, Nahal Hagolan et Sheita en infligeant une lourde perte aux renforts israéliens.

MANIFESTATION DE MASSE A BAGDAD (Irak)

Le 1^{er} mars, plus de 10 000 personnes ont organisé, à Bagdad, une manifestation condamnant avec véhémence l'agression israélienne contre le Liban et soutenant le peuple libanais et les guerilleros palestiniens dans leur résistance héroïque aux agresseurs.

Portant des drapeaux et pancartes, les manifestants ont traversé la rue principale Al Rashid et ont crié avec colère : « Condamnons l'agression israélienne contre le sud du Liban », « La lutte armée populaire est la voie menant à la libération de la Palestine et de toutes les terres arabes occupées », « Révolution palestinienne, oui ; Etat palestinien fantôme, non ».

La manifestation a été suivie par un rassemblement de masse tenu à Al Taharir square. S'adressant au rassemblement, Abu Ali, représentant des organisations des guerilleros palestiniens, a indiqué que

l'agression commise maintenant par Israël contre le point d'appui de la résistance palestinienne avait pour but de détruire cette position, de réaliser son complot visant à établir un Etat palestinien fantôme sur la rive ouest du Jourdain et sur la bande de Gaza. A cette fin, Israël prépare les « élections » pour le 18 mars. Mais nos masses qui rejettent ce complot et les « élections » persévèrent dans leur révolution.

Il a dit : « Ce que l'impérialisme cherche, c'est de faire de notre région leur sphère d'influence ». Il a souligné : « Vaincre l'impérialisme et ses alliés dans notre région, c'est la tâche de tous les révolutionnaires arabes. Ces derniers n'ont d'autre alternative que de s'unir. C'est notre obligation ainsi que la votre de renforcer la solidarité et la cohésion et de contribuer toutes nos forces potentielles à notre bataille prolongée avec nos ennemis ».